



CP/OSMR/2021

Bureau du porte-parole et des relations avec les médias

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

La MONUSCO et le BCNUDH appellent à renforcer les efforts pour faire cesser les violences dans les territoires de Djugu, Irumu et Mahagi dans la province de l'Ituri

Kinshasa, le 15 janvier 2021 - Des combattants de divers groupes armés, dont ceux réunis au sein de la Coopérative de développement économique du Congo (CODECO), les Forces patriotiques intégrationnistes du Congo (FPIC) et le Front populaire d'autodéfense en Ituri (FPAC)/Zaïre, ont intensifié leurs attaques contre des civils dans la province de l'Ituri depuis le mois de mai. Ces attaques ont fait au moins 647 morts, dont 120 femmes et 115 enfants, entre mai et décembre 2020, selon une [mise à jour](#) publiée par le Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme (BCNUDH).

Les violences se sont étendues des territoires de Djugu et Mahagi au territoire d'Irumu et se sont intensifiées avec deux nouveaux groupes armés, les FPIC proches de la communauté Bira, et les FPAC/Zaïre proches de la communauté Hema. Le groupe armé CODECO s'est davantage fragmenté en raison des opérations militaires et des conflits de leadership, et a continué de s'attaquer, souvent en coalition avec les combattants des FPIC, aux populations Hema et aux membres d'autres communautés, y compris de la communauté Lendu.

Les forces de sécurité et de défense de la République démocratique du Congo déployées pour combattre les groupes armés ont également commis des violations des droits de l'homme. Cette situation a aggravé la crise humanitaire dans la zone, avec plus de 1,6 millions de déplacés enregistrés à la fin novembre 2020.

Avec l'appui de la MONUSCO, le gouvernement a continué à fournir des efforts pour sécuriser les populations, mettre fin aux conflits intercommunautaires et garantir la stabilité de la région. Ces efforts n'ont pas encore réussi à infléchir les violences de manière significative.

La Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies et Cheffe de la MONUSCO, madame Leïla Zerrougui, a souligné l'importance de poursuivre ces efforts dans le strict respect des droits de l'homme et du droit international humanitaire. « *En plus de la lutte contre l'impunité qui doit s'intensifier, la mise en place d'un programme crédible de démobilisation, désarmement, réintégration communautaire et stabilité, ainsi que l'adoption de politiques socio-économiques pour un développement durable, sont essentielles pour que la province de l'Ituri puisse sortir de ce cycle de violences* », a-t-elle souligné.

La mise à jour formule des recommandations aux parties prenantes pour une solution durable du conflit, notamment en ce qui concerne les causes profondes du conflit, la



Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la
Stabilisation en République démocratique du Congo

United Nations Organization Stabilization Mission
in the Democratic Republic of the Congo



NATIONS UNIES
DROITS DE L'HOMME
HAUT-COMMISSARIAT

restauration de l'autorité de l'Etat, la protection des civils, la justice transitionnelle et la lutte contre l'impunité. En particulier, la note appelle à poursuivre les enquêtes judiciaires, arrêter et traduire devant les juridictions compétentes les auteurs des violations et atteintes aux droits de l'homme les plus graves et des violations du droit international humanitaire, harmoniser les mécanismes de résolution pacifique du conflit, et poursuivre les efforts de réconciliation entre les communautés.